

Unité départementale de la Somme  
53 rue de la Vallée  
80000 Amiens

Amiens, le 24/12/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/12/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **EUROLYSINE**

60 RUE DE VAUX  
CS 18018  
80000 Amiens

Références : 2024-E30144  
Code AIOT : 0005101887

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/12/2024 dans l'établissement EUROLYSINE implanté 60 RUE DE VAUX CS 18018 80000 AMIENS. L'inspection a été annoncée le 30/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite entre dans le cadre de l'action nationale "Gestion des by-pass/shunts au sein des établissements Seveso seuil haut, ayant une activité de production".

Les shunts et by-pass d'un équipement effectués lors des interventions ou travaux sur une installation industrielle peuvent conduire à des situations accidentelles, notamment lors du redémarrage de celle-ci. Le retour d'expérience accidentologique dénombre plusieurs accidents dont certains ont eu de graves conséquences, notamment lorsque les shunts et by-pass concernent des matériels et équipements ayant une fonction de sécurité. Le secteur de l'industrie chimique est particulièrement concerné (49 % des événements recensés) compte tenu de l'instrumentation importante des process dans ce secteur d'activité.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EUROLYSINE
- 60 RUE DE VAUX CS 18018 80000 AMIENS
- Code AIOT : 0005101887
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société EUROLYSINE est le nouvel exploitant du site METEX NOOVISTAGO d'Amiens, à la suite de sa reprise par le groupe AVRIL. Ce site classé Seveso Seuil Haut, dans la zone industrielle d'Amiens Nord, produit des acides aminés par fermentation à destination de l'alimentation animale.

**Thèmes de l'inspection :**

- AN24 Shunt
- SGS

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Principes généraux de prévention des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet
2	Présence d'une procédure SGS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I, point 3	Sans objet
3	Procédures concourant à la maîtrise des risques – procédure	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Sans objet
4	Procédures concourant à la maîtrise des risques – mise en œuvre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Sans objet
5	Consignes d'exploitation et de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
6	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54 A	Sans objet
7	Mise en place et mise en œuvre du SGS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	Sans objet
8	Généralités SGS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I	Sans objet
9	Formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 1	Sans objet
10	Organisation – Entreprises	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	extérieures		
11	Réexamen et mise à jour du SGS	Code de l'environnement du 16/07/2013, article L. 515-40	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a présenté et illustré la gestion des bypass et shunts sur le site. Aucune MMR n'a été identifiée comme ayant fait l'objet d'un shunt ces dernières années, en dehors des opérations de maintenance préventive qui font l'objet d'une gestion différenciée. Des exemples concrets ont été pris sur site, leur analyse est satisfaisante.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Principes généraux de prévention des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Organisation
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation. Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté les modalités de gestion des shunts et bypass; il dispose de 2 procédures distinctes: <ul style="list-style-type: none"> <li>• une procédure spécifique pour le shunt / bypass de MMR et MMRI</li> <li>• une procédure généraliste pour les autres shunts (y compris les barrières non MMR)</li> </ul> Sur les procédures précitées, les différents intervenants sont identifiés en parallèle des actions à mener (logigrammes). La procédure spécifique aux MMR a été déroulée en se basant sur un exemple de MMRI. Aucune non-conformité ou incohérence n'a été relevée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Présence d'une procédure SGS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I, point 3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Procédure
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>3. Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation</p> <p>Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La gestion des shunts et bypass est intégrée au système de gestion de la sécurité (SGS). Les procédures d'arrêt et de redémarrage sont gérées par l'automate de sécurité (certifié SIL 2), avec des étapes obligatoires et incontournables.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Procédures concourant à la maîtrise des risques – procédure**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Procédure</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.</p> <p>L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.</p> <p>Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le contenu de la procédure comprend les items attendus selon le guide DT 93. Sa mise en œuvre a été testée lors de l'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Procédures concourant à la maîtrise des risques – mise en œuvre**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Mise en œuvre</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et</p>

<p>spécificités définies par le fabricant.</p> <p>L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.</p> <p>Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La liste des shunts a été présentée. En salle de contrôle, il a été constaté que les opérateurs avaient bien un signalement visuel des shunts ou bypass actuellement en cours sur leur secteur. Ils sont également signalés sur le terrain, et la procédure de consignation (boîte à cadenas) est mise en oeuvre.</p> <p>L'opératrice interrogée connaissait les modalités de mise en oeuvre de la procédure de consignation et les mesures compensatoires associées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Consignes d'exploitation et de sécurité

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Consignes d'exploitation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation</li> <li>-les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;</li> <li>-l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;</li> <li>-les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;</li> <li>-Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.</li> </ul> <p>L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.</p> <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une</li> </ul>

<p>intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;</li> <li>-les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;</li> <li>-les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li> <li>-les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;</li> <li>-la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;</li> <li>-l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;</li> <li>-l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le tableur de suivi des shunts a été présenté, il reprend l'ensemble des shunts établis dans l'année.</p> <p>Les consignes d'intervention et la mise en place systématique d'un bon de travail ont été vérifiées en salle de contrôle.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Formation du personnel

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54 A</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Formation du personnel et entreprises extérieures</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.</p> <p>Il assure :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ;</li> <li>-la tenue à jour des procédures ;</li> <li>-le test des procédures incident/ accident ;</li> <li>-la formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le cas échéant du personnel des entreprises extérieures, aux conditions de mise en œuvre et aux procédures associées aux barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques.</li> </ul> <p>Ces actions sont tracées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un exemple de bon de travail avec shunt a été étudié lors de l'inspection. Les habilitations des personnes citées ont été transmises à l'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Mise en place et mise en œuvre du SGS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté.  L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement.  L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté.
<b>Constats :</b>  La société EUROLYSINE dispose d'un Système de Gestion de la Sécurité (SGS), décliné ensuite dans les procédures opérationnelles sur site. Les documents sont disponibles sur site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Généralités SGS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le système de gestion est proportionné aux risques, aux activités industrielles et à la complexité de l'organisation dans l'établissement et repose sur l'évaluation des risques. Il intègre la partie du système de gestion général incluant la structure organisationnelle, les responsabilités, les pratiques, les procédures, les procédés et les ressources qui permettent de déterminer et de mettre en œuvre la politique de prévention des accidents majeurs.
<b>Constats :</b>  Le SGS comprend l'ensemble des éléments exigés par la réglementation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Formation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects suivants de l'activité :



<p>1. Organisation, formation</p> <p>Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La procédure de formation générale est intégrée au SGS. Les besoins en matière de formation, liée à la prévention des risques majeurs, sont abordés et redéfinis lors de l'entretien professionnel annuel, et tracé dans le compte-rendu.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 10 : Organisation – Entreprises extérieures**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects suivants de l'activité :</p> <p>1. Organisation, formation</p> <p>Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La procédure spécifique liée à des travaux à "haut potentiel de gravité" a été transmise. Elle comprend l'analyse des risques en amont de l'intervention, l'organisation des visites préalables, les conditions de consignation et le retour d'expérience après l'intervention.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Comme convenu lors de la visite, l'exploitant transmettra le document HPG complété lorsqu'il sera finalisé avec le prestataire pour le démantèlement des anciens tanks HCl.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 11 : Réexamen et mise à jour du SGS**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/07/2013, article L. 515-40</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place un système de gestion de la sécurité.</p>

Ce système de gestion de la sécurité est proportionné aux dangers liés aux accidents majeurs et à la complexité de l'organisation ou des activités de l'établissement. L'exploitant tient à jour ce système.

Ce système de gestion de la sécurité est réalisé pour la première fois ou réexaminé et mis à jour :

- avant la mise en service d'une installation relevant du régime défini à la présente sous-section ;
- avant la mise en œuvre de modifications pouvant avoir des conséquences importantes sur le plan des dangers liés aux accidents majeurs ou de modifications des installations ou des activités entraînant un changement de l'inventaire des substances dangereuses d'un établissement ayant pour conséquence de le faire entrer dans le régime défini à la présente sous-section ;
- dans le délai de deux ans à compter du jour où l'établissement entre dans le régime défini à la présente sous-section pour d'autres raisons que celles mentionnées aux deux alinéas précédents ;
- à la suite d'un accident majeur.

**Constats :**

Le SGS est mis en place.

Compte-tenu du nombre de documents présents ou intervenant dans le SGS, la fréquence de mise à jour de chaque élément est de 3 à 5 ans, selon les enjeux associés.

**Type de suites proposées :** Sans suite